



CIRANO

*Allier savoir et décision*

PERCEPTIONS DES RISQUES LIES  
AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES  
ET COMPORTEMENTS DES  
QUEBECOIS : UN PORTRAIT  
A L'HEURE DE LA COP26

INGRID PEIGNIER

NATHALIE DE MARCELLIS-WARIN

2021PE-04

PERSPECTIVES / INSIGHTS

PE

*Un article de la catégorie Perspectives est un texte court présentant une analyse éclairée et rigoureusement documentée. Les idées et les opinions émises dans cette publication sont sous l'unique responsabilité des auteurs et ne représentent pas nécessairement les positions du CIRANO ou de ses partenaires.*

[6 novembre 2021]

# Perceptions des risques liés aux changements climatiques et comportements des Québécois : un portrait à l'heure de la COP26

*Série : Baromètre CIRANO sur la perception des risques au Québec<sup>1</sup>*

## **INGRID PEIGNIER, ING. M.Sc.A**

DIRECTRICE DE PROJETS - CIRANO

DIRECTRICE PRINCIPALE DES PARTENARIATS ET DE LA VALORISATION DE LA RECHERCHE

## **NATHALIE DE MARCELLIS-WARIN**

PROFESSEURE TITULAIRE, POLYTECHNIQUE MONTRÉAL

PRÉSIDENTE DIRECTRICE GÉNÉRALE - CIRANO

FELLOW ET CHERCHEUSE PRINCIPALE THÈME INNOVATION ET TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

DIRECTRICE D'AXE - RÉSEAU INONDATIONS INTERSECTORIEL DU QUÉBEC

## **Contexte**

Le 1<sup>er</sup> novembre 2021 s'est ouverte à Glasgow la 26<sup>ème</sup> Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26) et dans ce contexte, en analysant des données du Baromètre CIRANO 2021 sur les perceptions des risques des Québécois et plus particulièrement les questions sur les changements climatiques<sup>2</sup>, nous apportons ici des éléments de réflexion importants pour la mise en place de politiques publiques de prévention et notamment pour inciter à modifier les comportements. Les données exposées permettront de mieux connaître les perceptions des Québécois à l'égard des changements climatiques, leurs préoccupations ainsi qu'à avoir un portrait de leurs comportements, que l'on aborde les comportements d'investissement, les comportements de transport ou encore les comportements face à un système de taxation des émissions polluantes.

---

<sup>1</sup> Nous tenons à remercier Thomas Gleize, étudiant de Polytechnique Montréal pour son aide dans l'analyse des données.

<sup>2</sup> L'ensemble des statistiques présentées sur les perceptions des Québécois proviennent des enquêtes du Baromètre CIRANO, administrées depuis 2011 auprès d'un échantillon d'environ 1000 répondants représentatif de la population du Québec. L'emphase est mise dans cet article sur les données de l'édition 2021 du Baromètre CIRANO. La collecte de données a été réalisée par internet du 5 au 15 août 2021 auprès d'un échantillon de 1003 répondants représentatif de la population du Québec en utilisant le panel en ligne LEO (de Léger Marketing). Les données sont pondérées en fonction de l'âge, du sexe, de la langue maternelle, de la scolarité, de la présence d'enfants ou non ainsi que de la région.

Le Baromètre CIRANO permet de fournir des informations concernant les préoccupations de la population sur 10 catégories de risques et plus d'une quarantaine d'enjeux de société, qui pourront être intégrées dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques. Plus précisément, dans le contexte des changements climatiques, ces informations pourraient permettre de mieux évaluer comment les décideurs peuvent mieux prendre en compte les sensibilités existantes, quel type de message serait le plus efficace et établir plus clairement comment inciter la population à agir. Les différentes enquêtes du Baromètre permettent aussi de suivre l'évolution au fil des années des perceptions des Québécois.

# 1 Perceptions des risques et connaissances concernant les changements climatiques

## 1.1 L'environnement : une grande préoccupation pour les Québécois

De manière générale, l'environnement préoccupe grandement les Québécois. En effet, durant les dix dernières années, parmi 10 catégories de risque, la catégorie « *Risques environnementaux et liés aux ressources énergétiques* (incluant pollution de l'air, pollution de l'eau, changements climatiques, exploration et exploitation gazière et minière) » fait systématiquement partie des catégories de risques jugées les plus préoccupantes que ce soit sur le plan personnel que sur le plan collectif.

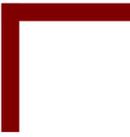
En 2021, **33 %** des Québécois l'ont classée parmi les deux catégories qui les préoccupent le plus sur le plan personnel (une augmentation de 7 points par rapport à 2018).

- **33 % des Québécois ont classé la catégorie des « risques environnementaux et reliés aux ressources énergétiques » parmi les deux catégories qui les préoccupent le plus sur le plan personnel (augmentation significative de 7 points par rapport à 2018).**
- **Les risques environnementaux font partie du Top 3 des catégories de risques jugées les plus préoccupantes depuis 2011.**

Il existe toutefois des différences significatives<sup>3</sup> en fonction de l'âge et du niveau de scolarité. Ainsi, le niveau de préoccupation diminue significativement avec l'âge (coefficient de corrélation=-0,087) et cette tendance est présente depuis 2013. En 2021, les Québécois de moins de 35 ans sont significativement les plus nombreux (45 %) à avoir identifié les risques environnementaux comme faisant partie de leurs deux principales préoccupations comparativement à 27 % pour les 35-54 ans et 29 % pour les 54-74 ans. Enfin, des différences très significatives apparaissent selon l'occupation. Ainsi, 69% des étudiants placent le risque environnemental dans les deux plus préoccupants, contre 32% pour les personnes actives, 31% des retraités et seulement 19% des inactifs.

**Les Québécois de moins de 35 ans sont significativement les plus nombreux à être préoccupés par les risques liés à l'environnement et aux ressources énergétiques.**

<sup>3</sup> Afin de ne pas alourdir le texte, nous n'avons pas précisé les p-values de significativité des différences observées. Ainsi et ce pour tout le chapitre, toutes les différences notées entre des proportions de différents groupes sont statistiquement significatives.



Ces tendances se placent dans un mouvement de fond depuis plusieurs années et l'apparition de figures importantes de ce mouvement comme Greta Thunberg ou des initiatives citoyennes comme la grève pour le Climat.

Par ailleurs, sur le plan collectif, ils sont **41%** à classer ces risques parmi les deux catégories les plus préoccupantes (une augmentation de 12 points par rapport à 2018). Dans les différentes éditions du Baromètre depuis 2016, les risques environnementaux se situent dans le Top 2 des catégories les plus préoccupantes. Des différences significatives sont également présentes à propos des catégories de revenus. Ainsi, la proportion monte à 47% pour les salaires les plus élevés (supérieurs à 80 000\$) alors qu'elle n'est que de 34% pour les personnes ayant des revenus de moins de 40 000\$.

Ces évolutions pourraient être liées à la publication pendant la collecte de données (du 5 au 15 août) d'un nouveau rapport du GIEC, alertant à nouveau sur le caractère quasi-irréversible du dérèglement climatique et des tendances à la hausse des températures moyennes, au-delà de ce qui pouvait être espéré (GIEC, 2021). Ce rapport a été publié le 9 août 2021 et l'on constate clairement que sa publication a eu une résonance chez les Québécois. Nous avons pour cela créé une variable permettant d'identifier les répondants qui avaient répondu à l'enquête avant ou après la parution du rapport. Ainsi, les Québécois qui ont répondu après la publication du rapport du GIEC sont significativement plus nombreux à avoir indiqué les risques environnementaux parmi leurs deux plus grandes préoccupations que ceux qui ont répondu avant, à la fois sur le plan personnel (39 % des Québécois qui ont répondu après la parution du rapport du GIEC sont préoccupés contre 30 % pour ceux qui ont répondu avant,  $p=0,001$ ), que sur le plan collectif (46 % des Québécois qui ont répondu après la parution du rapport du GIEC sont préoccupés contre 38 % pour ceux qui ont répondu avant,  $p=0,029$ ). De la même manière, 8 % des Québécois percevaient un risque faible pour les changements climatiques avant la publication du rapport contre seulement 4 % après la parution du rapport ( $p=0,012$ ).

**Les Québécois ayant répondu au Baromètre CIRANO après la parution du rapport du GIEC sont significativement plus préoccupés par l'environnement sur le plan personnel et collectif que ceux qui ont répondu avant sa parution.**

L'autre catégorie reliée à l'environnement, qui matérialise davantage les impacts des changements climatiques, la catégorie « *Risques naturels* », a aussi augmenté ces dernières années : seulement 13 % des Québécois considéraient les risques naturels parmi leurs deux plus grandes sources de préoccupations personnelles en 2018 alors qu'ils sont **17 %** en 2021. Sur le plan collectif, c'est une augmentation de 5 points par rapport à 2018, avec **20%** des répondants qui placent les risques naturels parmi les plus préoccupants.

**17% des répondants placent les risques naturels parmi les plus préoccupants sur le plan personnel (augmentation significative de 4 points par rapport à 2018).**

Cette augmentation peut s'expliquer en partie par les épisodes de canicules qui ont touché le Canada en 2021. 30 % des Québécois perçoivent un risque grand ou très grand pour les inondations (en baisse de 7 % par rapport à 2018), alors que dans le même temps, ils sont 43 % à percevoir un risque grand ou très grand pour la canicule (en hausse de 26 % depuis 2018 – cette proportion oscillait entre 15 % et 21 % depuis 2011). L'été 2021 a été marqué en effet par des épisodes de canicules sans précédent. Pensons plus particulièrement aux vagues de chaleurs et aux incendies qui en ont découlées dans l'Ouest du Canada cet été qui pourraient peut-être en partie expliquer la progression de cette catégorie. Au contraire, les inondations se sont moins fait sentir au Québec en 2021, ce qui explique certainement cette baisse dans le niveau de risque perçu. Ces évolutions nous laissent croire que l'expérience personnelle et surtout les événements de l'année semblent avoir une influence très grande sur les préoccupations des Québécois et sur les niveaux de risque perçu pour certains enjeux (plus particulièrement ici les inondations et les canicules). En revanche, il semble que cette influence de l'expérience personnelle sur le niveau de risque perçu soit de très courte durée. Ce constat avait déjà été fait dans les précédentes éditions du Baromètre et se matérialise encore cette année.

## **1.2 Une prise de conscience généralisée des changements climatiques**

### **1.2.1 Un niveau de risque perçu pour les changements climatiques élevé et en augmentation**

**69 %** des Québécois considèrent que les changements climatiques présentent un risque grand ou très grand. Cette proportion a largement augmenté depuis les dernières éditions du Baromètre<sup>4</sup>, où la proportion des Québécois percevant un risque élevé se situait aux alentours de 52 % (52,5 % en 2018 et 52 % en 2016). Par ailleurs, il est important de noter

<sup>4</sup> Cet enjeu a été ajouté au Baromètre CIRANO à partir de 2016.

que des différences de perception existent en fonction de données sociodémographiques, dont voici le portrait de celles qui sont significatives.

**69 % des Québécois considèrent que les changements climatiques présentent un risque grand ou très grand. Les plus nombreux à percevoir un risque élevé sont :**

- les habitants de la grande région de Montréal,
- les femmes,
- les répondants sans enfants,
- les célibataires.

Ainsi, les habitants de la région de Montréal sont significativement plus pessimistes à propos des changements climatiques car ils sont plus de 72% à considérer qu'il s'agit d'un risque grand ou très grand. De plus, les femmes considèrent qu'il s'agit d'un risque grand ou très grand à près de 72% également. Enfin, la situation familiale semble conditionner la perception des risques liés aux changements climatiques. 74% des célibataires évaluent ce risque comme grand ou très grand contre 65% des gens en couple. En outre, 72% des répondants sans enfant considèrent ce risque comme grand ou très grand contre 60% des parents.

### 1.2.2 Une proportion de moins en moins élevée de « climatosceptiques »

Cette prise de conscience des risques liés aux changements climatiques s'accompagne d'une amélioration des connaissances de l'existence et de l'origine des changements climatiques depuis les dernières années. Ainsi, 76 % des Québécois considèrent que les changements climatiques sont une réalité (par rapport à 71 % en 2018,  $p=0,008$ ) et qu'il n'y a aucun doute qu'il a été causé par les activités humaines.

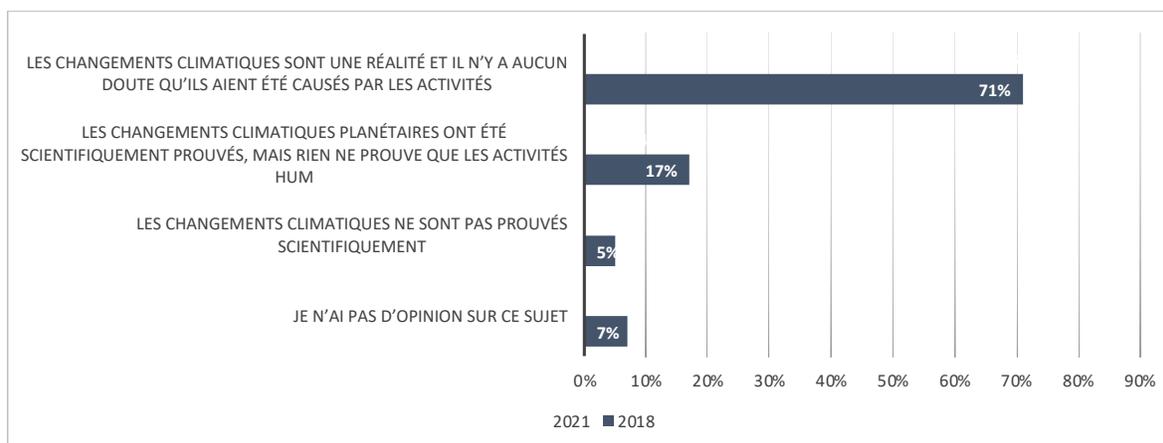


Figure 1 : Vis-à-vis du phénomène des changements climatiques, laquelle des affirmations suivantes correspondrait la mieux à votre opinion ? Comparaisons des enquêtes 2021 et 2018 du Baromètre CIRANO

Il reste toutefois encore une part de la population (mais heureusement en baisse) que l'on peut qualifier de « climatosceptique » c'est-à-dire qu'ils estiment que les changements climatiques ne sont pas prouvés scientifiquement (2,8 % des répondants, contre 5 % en 2018) ou que ceux-ci, bien que prouvés scientifiquement, ne sont pas dûs aux activités humaines (14 % des répondants contre 17 % en 2018). Les climatosceptiques représentent 17% de la population. Ils représentaient 25% des Québécois en 2015 (De Marcellis-Warin et al. 2015) et 22 % en 2018 (De Marcellis-Warin, N., Peignier, I, 2018). Il est à noter qu'une proportion d'environ 7 %, constante d'années en années n'a pas d'opinion sur le sujet.

**2,8 % des répondants estiment encore que les changements climatiques ne sont pas prouvés scientifiquement (5 % en 2018) et 14% estiment qu'ils sont prouvés scientifiquement mais que les activités humaines n'en sont pas la cause (17 % en 2018).**

### 1.2.3 Une confiance faible et constante sur les années

Près de la moitié de la population n'a pas du tout ou plutôt pas confiance dans les gouvernements pour la gestion des enjeux liés aux changements climatiques, une proportion constante d'une édition du Baromètre à l'autre. De plus, quel que soit le profil sociodémographique, il n'y a pas de différences significatives dans le niveau de confiance. En revanche, la proportion des Québécois n'ayant aucune opinion sur la confiance dans les gouvernements à gérer les enjeux liés aux changements climatiques est en progression pour s'établir à 9% (8,4% en 2018 et 4,5% en 2016).

#### **Une prise de conscience généralisée des changements climatiques :**

- **Plus de Québécois perçoivent des risques élevés pour l'enjeu des changements climatiques (69 % en 2021 contre 53 % en 2018).**
- **Moins de Québécois sont climatosceptiques (17 % en 2021 contre 22 % en 2018 et 25 % en 2015).**
- **Le niveau de confiance dans les gouvernements pour gérer les enjeux liés aux changements climatiques est faible et n'a pratiquement pas changé depuis 2018.**

## 1.2.4 Des perceptions hétérogènes de l'implication des différents acteurs dans les changements climatiques

Alors que le dernier rapport du GIEC affirme qu'il faut aller beaucoup plus loin que ce qui a été fait jusqu'à présent en termes d'efforts pour économiser l'énergie et pour produire l'énergie plus proprement, il est intéressant d'examiner comment les Québécois évaluent l'impact de leurs gestes et comportements dans les enjeux liés au climat en tant qu'individus et aussi du rôle des industries et du gouvernement. 83% des Québécois pensent que les comportements des industries ont un impact sur les changements climatiques, 77% pensent que les gouvernements ont un impact et enfin 62% que leurs actions personnelles ont des impacts.

Énoncés	Tout à fait ou plutôt d'accord	Moyennement d'accord	Pas du tout ou plutôt pas d'accord
<b>Mes</b> gestes et <b>mes</b> comportements ont un impact sur les changements climatiques	62% 54% (2018)	25% 30% (2018)	13% 16% (2018)
Les gestes et les comportements des <b>industries</b> ont un impact sur les changements climatiques	83% 80% (2018)	10% 14% (2018)	7% 6% (2018)
Les gestes et les comportements des <b>gouvernements</b> ont un impact sur les changements climatiques	77% 73% (2018)	15% 20% (2018)	8% 7% (2018)

Tableau 1 : Impacts des gestes et comportements de différents acteurs sur les changements climatiques – Comparaison des données 2018 et 2021 du Baromètre CIRANO

Les femmes sont significativement plus expressives et considèrent dans les trois catégories que les comportements ont tous un impact plus fort sur les changements climatiques que ce qu'expriment les hommes. Les plus jeunes ont également l'impression, plus que les autres générations, que leurs actions personnelles ont un impact sur les changements climatiques. Une étude publiée dans la revue *Nature* corrobore d'ailleurs le fait que les enfants peuvent influencer le comportement de leurs parents à propos des changements climatiques (Lawson et al., 2019).

On observe que, quel que soit l'acteur, les Québécois considèrent qu'ils jouent tous un rôle dans les changements climatiques et ces proportions sont en augmentation significative au fil des années. En effet, l'édition 2021 du Baromètre CIRANO montre que la population québécoise estime en moyenne à 3,69 (sur une échelle de Likert à 5 points, 1 étant pas du tout d'accord et 5 tout à fait d'accord) que ses gestes et comportements ont un impact sur les changements climatiques contre 3,54 en 2018. Cette moyenne s'élève à 4,29 pour les industries contre 4,24 en 2018 et à 4,13 pour les gouvernements contre 4,07 en 2018.

## 2 Comment les perceptions face aux changements climatiques se traduisent dans les comportements ?

Les Québécois semblent préoccupés par les changements climatiques mais considèrent que leurs gestes et comportements ont moins d'impact sur les changements climatiques que les actions des gouvernements ou des industries. Dans quelles mesures sont-ils toutefois prêts à changer leurs comportements pour lutter contre ces changements ? Dans ce contexte, nous avons souhaité en savoir plus sur leurs choix d'investissement ou encore les pratiques de transport.

### 2.1 Une certaine cohérence entre les comportements d'achat et d'investissement et les valeurs des Québécois

On entend de plus en plus parler d'investissement responsable ou de finance durable. À ce titre, ce sont d'ailleurs 20 acteurs québécois du secteur financier qui se sont réunis au début du mois d'octobre 2021 pour s'engager dans un mouvement d'investissement responsable en cosignant la *Déclaration de la place financière québécoise pour une finance durable*. Cette Déclaration est également l'occasion de renforcer le positionnement pionnier du Québec sur la finance durable et de réaffirmer la poursuite d'engagements forts comme le soutien au développement local ou le renforcement de la transparence sur la finance ainsi que sur les indicateurs environnementaux, sociétaux et de gouvernance (ESG).

Tout d'abord, il apparaît qu'un Québécois sur 5 oriente énormément ou beaucoup ses décisions d'achat selon les critères ESG des entreprises. En revanche environ 40 % en tiennent moyennement compte et 39 % pas du tout ou peu.

**21 % des Québécois orientent beaucoup ou énormément leurs décisions d'achat en prenant en compte les facteurs environnementaux sociaux et de gouvernance de l'entreprise. 40 % en tiennent moyennement compte.**

Concernant leurs décisions d'investissement dans certains secteurs - en admettant l'hypothèse que tous ces secteurs soient rentables -, nous avons voulu vérifier s'il y avait cohérence dans leurs actions et comportements d'investissements et leurs « valeurs ». Le graphique ci-dessous montre clairement une cohérence entre les comportements d'investissements des Québécois et leur opinion vis-à-vis de certains secteurs. En effet, les projets/enjeux pour lesquels le niveau d'acceptabilité sociale des Québécois est le plus haut sont : la vaccination (87 %), la production individuelle d'électricité à partir de sources d'énergie solaire ou éolienne (82 %), la construction de parc éolien (79 %) et l'utilisation des objets connectés (70 %). Aussi, ils accepteraient à plus de 70 % d'investir dans les trois

secteurs se rapportant à ces enjeux à savoir : le secteur pharmaceutique et biotechnologie (à hauteur de 75 %), le secteur des communications sans fil (70 %) (et celui de l'IA (65 %)) et le secteur des énergies renouvelables (76 %).

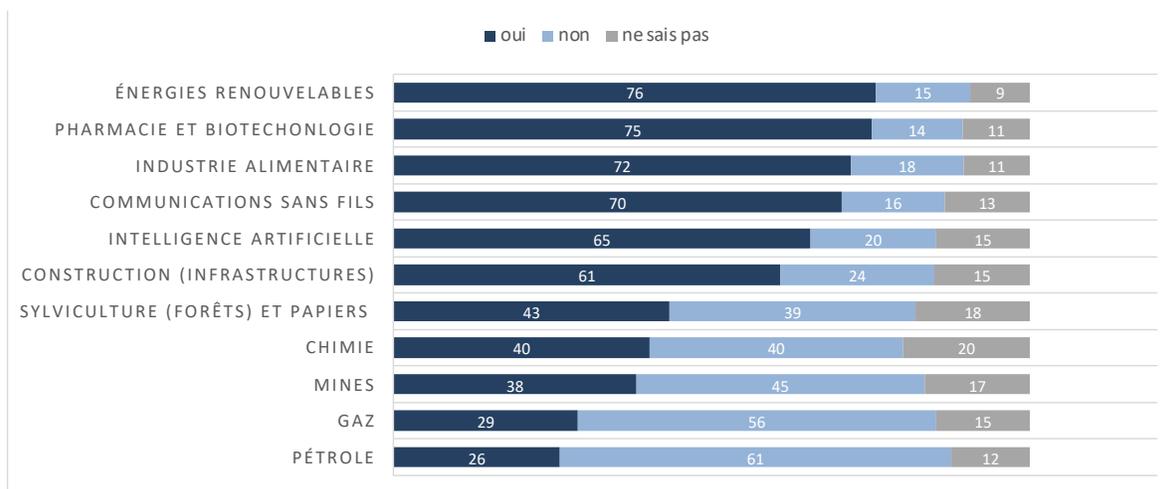


Figure 2 : Si votre banquier vous disait qu'aujourd'hui les secteurs ci-dessus seraient de bons placements à considérer, accepteriez-vous d'en posséder pour vos investissements personnels ? Données du Baromètre CIRANO 2021

À l'autre extrémité du spectre, peu de Québécois, même si on leur affirmait que ces secteurs étaient rentables, investiraient dans les secteurs du pétrole (seulement 26 % investiraient), gaz (29 %) et chimie (40 %).

Par ailleurs, il est intéressant de noter que, pour les répondants, le fait d'être préoccupé par les risques naturels ou les risques environnementaux conditionne significativement les préférences pour les choix d'investissement. Ainsi, les personnes qui considèrent que les changements climatiques présentent un risque fort ou très fort accepteraient significativement d'investir davantage dans les énergies renouvelables, l'intelligence artificielle, l'industrie alimentaire, la pharmacie et les biotechnologies, la construction et les communications sans fil. À l'inverse, ils acceptent très significativement moins d'investir dans le pétrole et le gaz. Il en est de même pour les personnes qui classent les risques environnementaux dans leurs deux principales préoccupations personnelles et collectives. En effet, ceux-ci investissent significativement davantage dans les énergies renouvelables et investissent significativement moins dans les mines, le pétrole et le gaz.

**Les répondants préoccupés par les risques environnementaux ou encore ceux qui considèrent les changements climatiques comme un enjeu comportant des risques élevés sont moins enclins à investir dans des secteurs tels que le pétrole et le gaz et plus nombreux à vouloir investir dans les énergies renouvelables.**

## **2.2 Comportement des usagers et mobilité : un engouement toujours présent pour les transports collectifs**

La pandémie COVID-19 a largement affecté nos habitudes en transport. Les besoins des consommateurs ont changé et la généralisation du travail en mode hybride, la crainte d'une infection, l'imposition de mesures sanitaires dans les transports collectifs ont globalement fait diminuer l'achalandage dans les transports en commun. En septembre 2021, l'achalandage de la Société de transport de Montréal équivalait à 45 % de la clientèle pré-pandémique<sup>5</sup>. Une étude CIRANO sur les VUS (Grüber & al., 2021) a d'ailleurs montré que 76 % des Canadiens se sentaient beaucoup plus en sécurité dans leur véhicule personnel que dans tout autre moyen de transport (au moment de l'enquête donc en novembre 2020). Les résultats du Baromètre CIRANO 2021 montrent que 32,5 % des répondants estiment toutefois que dans un monde post-COVID-19, ils prévoient moins utiliser leur voiture.

### **2.2.1 Une volonté toujours aussi présente de développer de grands projets de transport en commun au Québec**

Dans cette nouvelle réalité, on peut se poser la question de l'avenir des transports collectifs. Juiront-ils toujours de l'engouement observé ces dernières années ? Il semble malgré tout que leur avenir à plus long terme ne soit pas terni par la pandémie. En effet, tout comme en 2018, la très grande majorité des Québécois (82 %) aspire à voir se développer de grands projets de transport en commun (les répondants de la grande région de Montréal étant significativement les plus nombreux à être pour à hauteur de 85 %). D'ailleurs, avec les travaux du Réseau express métropolitain (REM) et la multiplication des pistes cyclables, nous assistons en ce moment au développement du transport actif et du transport collectif.

**Tout comme en 2018, la très grande majorité des Québécois (82 %) aspire à voir se développer de grands projets de transport en commun**

Le REM a toujours été perçu très positivement auprès des Québécois puisque 81 % sont pour (et notamment les habitants de la grande région de Montréal avec 83 %). Le projet de tramway à Québec jouit quant à lui d'une moins grande popularité puisque seulement 68 % des répondants sont pour, une proportion semblable à celle de 2018. Étonnamment, les répondants de Québec (région métropolitaine de recensement) sont les moins nombreux à être pour, à hauteur de 53 %, contre 69 % pour les résidents de Montréal et 70 % pour les autres régions.

---

<sup>5</sup> Source : Bruno Bisson, 2021, « Les transports en commun, 18 mois plus tard », article dans La Presse, 20 septembre. <https://www.lapresse.ca/covid-19/2021-09-20/les-transports-en-commun-18-mois-plus-tard.php>

## 2.2.2 Comportements et aspirations des Québécois vis-à-vis du transport en commun

Est-ce que ces aspirations se reflètent dans les comportements des Québécois dans leurs déplacements? 42 % des Québécois sont plutôt d'accord ou tout à fait d'accord avec l'affirmation suivante « *lorsque c'est possible, j'utilise les transports actifs (marche, vélo, etc.) plutôt que ma voiture* », une proportion presque égale à 2018. Mais c'est seulement le cas de 27 % des Québécois lorsqu'on les interroge sur l'utilisation des transports en commun plutôt que la voiture lorsque c'est possible. 46 % affirment qu'ils opteraient davantage pour ce mode de déplacement si l'offre était mieux adaptée à leurs besoins. Ces résultats, tous sensiblement dans les mêmes ordres grandeurs qu'en 2018, montrent clairement l'importance d'un système de transport plus adapté à la réalité des citoyens.

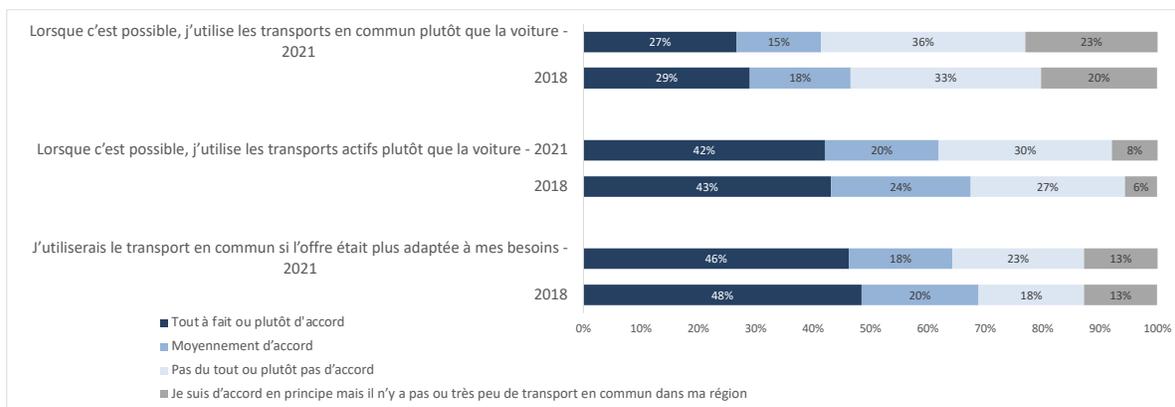


Figure 3 : Comportement des Québécois en transport – Données des éditions 2021 et 2018 du Baromètre CIRANO

Ces statistiques sont toutefois à relativiser puisqu'il y a des différences en fonction des régions d'habitation des répondants. Par exemple, Montréal se distingue de façon significative des autres régions du Québec : 51 % des résidents de Montréal utilisent déjà les transports en commun plutôt que leur voiture lorsque c'est possible (27 % en moyenne pour tout le territoire du Québec) et 58 % l'utiliseraient si l'offre était plus adaptée à leurs besoins (46 % pour l'ensemble du Québec).

Ces proportions sont en tous points semblables aux résultats du Baromètre CIRANO 2018. Ces résultats nous laissent croire que le système de transport en commun est déjà relativement bien adapté aux besoins des citoyens à Montréal. La nécessité d'un transport collectif adapté aux besoins l'est beaucoup plus pour les autres régions, et plus particulièrement pour la Montérégie, Laval, Lanaudière, les Laurentides et la Capitale-Nationale. En effet, pour ces régions, l'écart entre la proportion des répondants qui utilisent le transport en commun et ceux qui l'utiliseraient s'il était adapté à leurs besoins est très important et la proportion des répondants qui l'utiliserait est supérieure à la moyenne

nationale (46 %). Les résidents de ces régions sont visiblement prêts à utiliser les transports en commun, dans la mesure où ils sont adaptés à leurs besoins.

**31 % des Québécois percevant un risque grand ou très grand pour les changements climatiques utiliseraient les transports en commun plutôt que la voiture lorsque possible contre 17 % de ceux qui ne perçoivent pas de risques importants et ces proportions sont de 47 % contre 31 % pour le transport actif.**

Il est intéressant de noter que le fait d'être préoccupé par les risques environnementaux et /ou de percevoir un niveau de risque important pour les changements climatiques conditionnent significativement le choix des répondants en matière de mobilité. Ainsi, la proportion des Québécois indiquant qu'ils utiliseraient le transport en commun ou encore le transport actif plutôt que la voiture est significativement plus importante au sein des répondants considérant un risque grand ou très grand pour les changements climatiques que chez ceux qui ne considèrent pas les changements climatiques comme un risque important (31 % des Québécois percevant un risque grand ou très grand pour les changements climatiques utiliseraient les transports en commun plutôt que la voiture lorsque possible contre 17 % de ceux qui ne perçoivent pas de risques importants et ces proportions sont de 47 % contre 31 % pour le transport actif).

Enfin, alors que le gouvernement provincial a prévu d'interdire la vente de véhicules neufs à essence à partir de 2035 au Québec comme une des mesures du Plan d'économie verte (PEV), quelles sont les perceptions des Québécois vis-à-vis des véhicules de substitution telles que les voitures électriques ? Les résultats du Baromètre CIRANO 2021 attestent que 86 % des Québécois sont pour plus de véhicules électriques. Les perceptions relatives aux véhicules électriques varient en fonction de certaines variables sociodémographiques. Ainsi, les répondants vivant en milieu urbain (87 contre 78 % en milieu rural), les moins de 35 ans (89 % d'entre eux contre 83 % des 35 - 54 ans et 83 % des 55-74 ans), les étudiants (95 % d'entre eux) et ceux qui ont un revenu de plus de 80 000 \$ par année (89 %) sont plus nombreux à être en faveur de plus de véhicules électriques.

### 3 Comment faire passer les intentions à des comportements et à des actions ?

On constate un engouement pour le développement de grands projets de transport en commun au Québec, bien qu'il soit très important que ces derniers soient adaptés aux besoins des citoyens pour susciter leur adoption. Il y a ainsi clairement une dichotomie entre les intentions des Québécois et leur réalité en matière de déplacements. Dans ce contexte, on peut se demander comment faire passer les intentions à des comportements et à des actions et surtout quels seraient les incitatifs à mettre en place pour aider à changer les comportements, ce dans le domaine des transports, mais également dans d'autres domaines pour lesquels les gestes individuels sont importants dans la lutte aux changements climatiques.

Dans une ère où les choix de consommation peuvent être basés sur nos valeurs, mais aussi sur les prix, nous avons souhaité connaître le positionnement des Québécois advenant la mise en place par le gouvernement de taxes sur les véhicules, la récupération des déchets, l'eau ou encore de péages routiers. Voici les réponses dans le graphique ci-dessous de la population à la question « Si le gouvernement annonçait la mise en place d'une taxe sur ...quelle serait votre réaction ? ».

De manière étonnante, c'est près du quart de la population qui accepterait des péages routiers sans changer leurs habitudes, une proportion stable par rapport à 2018.

En revanche, il apparaît clairement qu'une taxe sur les véhicules énergivores est désormais beaucoup moins acceptée aujourd'hui qu'en 2018, avec une baisse de 15 points de la proportion des Québécois qui accepterait la taxe sans changer leurs habitudes (17 % en 2021 contre 32 % en 2018). Les Québécois sont ainsi beaucoup plus nombreux à affirmer qu'ils changeraient leurs habitudes ou leurs comportements pour diminuer l'impact de cette taxe pour eux-mêmes. Ils sont en effet 69 % à opter pour changer leurs habitudes, contre 43 % en 2018, soit une hausse de 26 points.

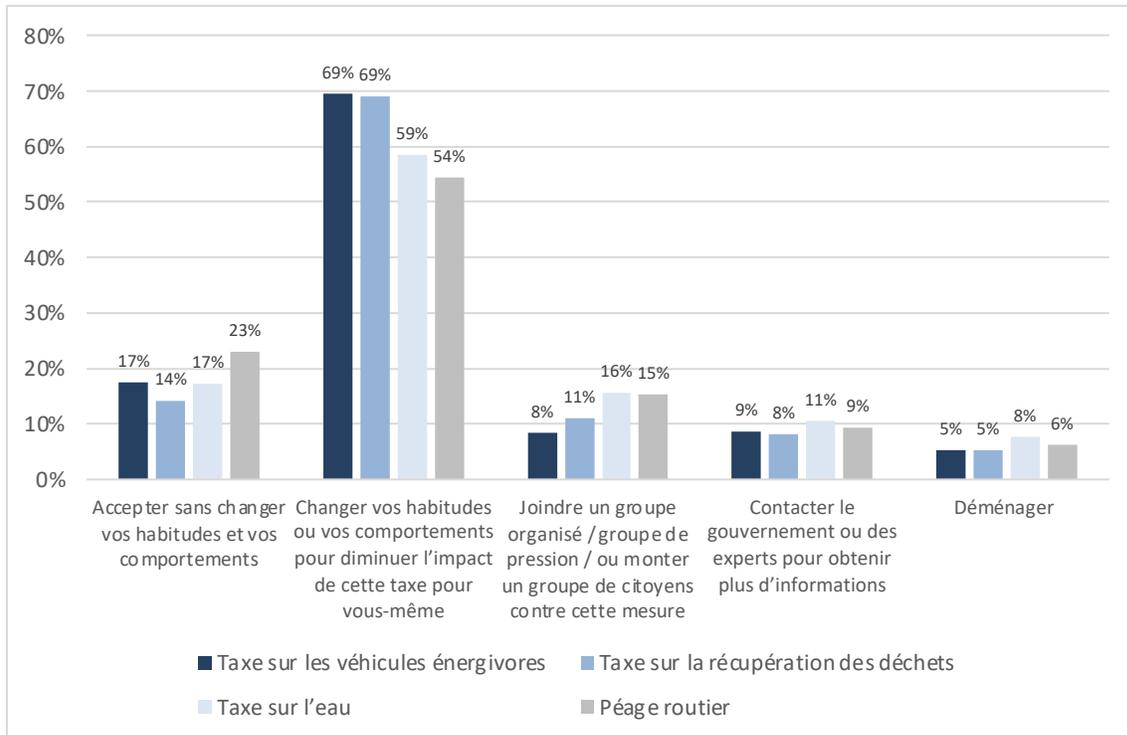
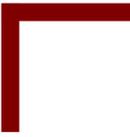


Figure 4 : Si le gouvernement annonçait la mise en place d'une taxe sur les consommations polluantes, quelle serait votre réaction ? –Données du Baromètre CIRANO 2021

Ce résultat est en adéquation avec certaines conclusions de groupes de discussion réalisés lors d'un projet sur les facteurs de motivation d'achat de VUS qui montrait que « lorsque les consommateurs choisissent leurs véhicules, les instruments fiscaux du gouvernement ont une influence sur leur choix. Les taxes sur l'essence et sur l'efficacité énergétique des voitures ainsi que les taxes sur les voitures de luxe sont des instruments efficaces pour encourager les consommateurs à acheter certains types de véhicules. » (Grüber et al., 2021)

**69 % des Québécois changeraient leurs habitudes ou leurs comportements pour diminuer l'impact d'une taxe sur les véhicules énergivores, contre 43 % en 2018, soit une hausse de 26 points.**

Quelle que soit la taxe qui pourrait être mise en place, les Québécois sont plus nombreux qu'en 2018 à vouloir changer leurs habitudes pour diminuer l'impact de cette taxe (69 % pour la taxe sur les véhicules énergivores, 69 % pour la taxe sur la récupération des déchets, 59 % pour une taxe sur l'eau et 54 % pour le péage routier). De même, quelle que soit la taxe, la proportion des Québécois qui envisage de joindre un groupe de pression ou



monter un groupe de citoyens contre cette mesure, ou de contacter le gouvernement ou des experts pour obtenir plus d'informations ou bien encore de déménager est plus faible qu'en 2018.

Fait intéressant à relever, les répondants climatosceptiques sont significativement beaucoup moins enclins à changer leurs comportements advenant la mise en place d'une taxe (49 % des climatosceptiques contre 76 % des autres affirment vouloir changer leur comportement advenant la mise en place d'une taxe sur les véhicules énergivores, la différence est entre 51 % contre 75 % pour la taxe sur la récupération des déchets, de 44 % contre 63 % pour la taxe sur l'eau et finalement de 42 % contre 58 % pour les péages routiers). Il faut toutefois garder en tête que ces chiffres représentent des perceptions de la population et que bien que les sondés soient a priori prêts à payer des taxes supplémentaires, cela ne garantit pas que l'imposition réelle de telles taxes par les gouvernements se fasse sans résistance.

## **Conclusion**

La lutte aux changements climatiques nécessite l'action coordonnée de plusieurs acteurs : les législateurs, les entreprises et les individus. Les résultats du Baromètre CIRANO 2021 éclairent sur les perceptions des risques et les préoccupations des Québécois ainsi que sur leur comportement. Les Québécois considèrent que ce sont surtout les industries qui ont un impact sur les changements climatiques. Bien que l'on constate une volonté de changement surtout si l'on s'attarde à la mobilité durable, il reste que les changements de comportements réels tardent à arriver.

Plus les Québécois estiment que leur comportement individuel a un impact sur les changements climatiques, plus ils sont enclins à utiliser les transports en commun plutôt que leur voiture. Par ailleurs, on constate que ceux qui sont climatosceptiques ont tendance à être moins proactifs à changer leurs comportements. Dans ce contexte, il y a donc un besoin d'informer et d'éduquer la population sur les changements climatiques, leurs causes et leurs effets ainsi que les gestes qui peuvent être posés, même à l'échelle individuelle, pour les prévenir. La mise en place de taxes, que ce soient des taxes sur les véhicules, la récupération des déchets, l'eau ou encore de péages routiers sembleraient faire changer les comportements pour plus de la moitié des Québécois (voir presque 70 % pour les véhicules et les déchets).

## Références bibliographiques

De Marcellis-Warin, N., & Peignier, I. (2011, 2012, 2013, 2016, 2018, 2021). Bases de données du Baromètre CIRANO, [www.barometre.cirano.qc.ca](http://www.barometre.cirano.qc.ca)

De Marcellis-Warin, N., Peignier, I., Bui, M. H., Anjos, M. F., Gabriel, S. A., & Guerra, C. (2015). *L'énergie et les changements climatiques - Perceptions québécoises*, rapport de recherche CIRANO, 2015RP-08.

GIEC, 2021, Changement climatique généralisé et rapide, d'intensité croissante, communiqué de presse [https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2021/08/IPCC\\_WGI-AR6-Press-Release\\_fr.pdf](https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2021/08/IPCC_WGI-AR6-Press-Release_fr.pdf)

Grüber V., I. Peignier, C. Dubuc, Y-É Cayard et É. Pentcheva, 2021, Analyse des motivations d'achats des camions légers au Canada, rapport de projet CIRANO, 2021RP-06

Lawson, D.F., Stevenson, K.T., Peterson, M.N. *et al.* 2019, Children can foster climate change concern among their parents. *Nat. Clim. Chang.* 9, 458–462. <https://doi.org/10.1038/s41558-019-0463-3>